Fascisme ? Mais quels fascismes en France aujourd'hui, et donc quels antifascismes ?

vendredi 7 février 2020, par René MERLE

Et si en se polarisant sur le RN, on oubliait un péril essentiel ?

Déformation professionnelle, je regarde déjà vers le passé pour mieux retourner au présent, en gardant toujours, référence oblige, le propos du vieux Karl, qui en fait était tout jeune alors :

> « Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce [1] »

Février 1934 vit les Ligues factieuses déclencher l'assaut contre une République bien mal dirigée par un attelage corrompu de radicaux et d'hommes de droite. Février 34 vit aussi dans la rue la dure riposte antifasciste (SFIO et PCF), anticipatrice du Front Populaire [2].
Février 1934 fut l'acte fondateur unitaire de la lutte antifasciste, la lutte contre les factieux comme l'on disait aussi alors. À l'évidence, les manifestants du 9 et du 12 février ne s'étaient pas levés pour défendre le gouvernement radical dit d'Union nationale. Ils s'étaient levés pour défendre la République, une République à laquelle ils voulaient donner toute sa charge de démocratie et de justice sociale. C'est cette même espérance qui motivera beaucoup de résistants antifascistes entre 1944 et 1945, qui soutiendra le programme du CNR et qui fut partiellement satisfaite en 1944-1946.

Paris, Place de la Bastille, 1935. Source : Gallica.

Je suis entré dans la vie politique quelques années après, et combien de fois alors ai-je entendu le mot de « factieux » voire le mot de « fasciste » utilisé à bon ou à mauvais escient. Mon adolescence dans un milieu communiste a été bercée par le mot de « factieux » appliqué aux « nervis du RPF »

gaulliste. Et plus tard, dans mes années d'étudiant à Paris, le mot « fasciste » était volontiers appliqué aux activistes d'extrême droite qui nous disputaient le pavé du quartier latin. Et plus tard encore, le 14 mai 1958, jeune militant prêt à en découdre, j'ai ouvert *l'Humanité* qui titrait : « Alerte au fascisme ! Coup de force à Alger ! ». Nous attendions les paras et nous préparions à un affrontement inévitable, mais, au nom même de l'antifascisme et, dixit, pour éviter la guerre civile (ce qui, ma foi, partait d'un bon sentiment) socialistes et radicaux se jetèrent dans les bras du général de Gaulle pour former un gouvernement « d'union nationale ». Et l'homme providentiel nous signifia qu'il n'était en rien un apprenti dictateur et qu'il convenait de renvoyer le mot « fasciste » aux égouts de l'histoire, mais aucunement au présent…
Le mot « fasciste » sembla alors entrer en hibernation, même si en mai 1968 les grands révolutionnaires Cohn Bendit et Goupil, aujourd'hui conseillers du Prince, entonnaient le désormais célèbre *CRS-SS*.
Il fallut que vienne l'ère Mitterrand, bénie de la gauche dite plurielle, pour que l'antifascisme revienne à l'ordre du jour : notre grand Florentin avait en effet cru bon offrir à un groupuscule ranci d'extrême droite les moyens de se faire grandement connaître, et, partant, d'obtenir 35 députés en mars 1986. Habile manœuvre pour affaiblir la droite classique, et souder une union de la gauche plutôt brinquebalante. Ainsi l'ombre du « fascisme » FN s'abattit-elle sur notre vie politique bipolaire, et les Belles Âmes trouvèrent contre qui guerroyer, non sans stigmatiser les beaufs obtus d'au-delà du Périf.
Elles eurent de quoi se déchaîner quand, en 1995, le FN enleva quelques municipalités méridionales, dont celle de Toulon. À nos réactions « à la base », comme on dit, plutôt ignorées par les médias, sont venus se superposer les trains parisiens de ces Belles Âmes venues nous apporter la bonne parole et se faire un peu de pub. BHL en tête, l'intelligentsia à sa suite, et, en renfort les pittoresques et quelque peu inquiétants AntiFafs, sans oublier NTM en flanker
Las, leur feu de paille médiatique ne dura qu'un instant, et c'est patiemment, et sans eux, qu'il fallut reconquérir au mieux le terrain perdu. Ce qui est loin d'être gagné.
Puis vint 2002, qui vit Le Pen se retrouver au second tour des présidentielles et renvoyer dans ses cordes l'orgueilleux Jospin. Quelle levée de bouclier mes amis, quel sursaut antifasciste, quelles manifestations de consternation et de protestation, pour in fine renvoyer Chirac à l'Élysée avec 82,21 % de voix républicaines.
2002 fut la matrice de ce que nous connûmes en 2017 : qui se retrouve au second tour contre le grand Satan est sûr d'être élu, quitte à mépriser ensuite cet électorat rallié, comme le fit Chirac, et comme le fait Macron.
D'où l'intérêt de maintenir le grand Satan en forme…

Mais voilà que le retour des « factieux », ou presque, est venu un temps occulter le péril FN, et troubler la quiétude du quinquennat Hollande ! La manif pour tous ! Avec ses remugles de vieille droite bourgeoise et de Ligues d'antan !
Aussi, quand, après la manifestation « Jour de colère », la déferlante rose et bleue eût battu le pavé parisien (26 janvier 2014). Messieurs Badinter, Valls, Dray, Assouline, et autres notables socialistes, évoquèrent la nécessité d'une riposte républicaine de masse. Le Président Hollande aurait de même appelé, lors du conseil des Ministres du 29 janvier, à une mobilisation citoyenne et à un sursaut républicain, à moins que ce ne soit un sursaut citoyen et une mobilisation républicaine.
J'imaginai alors. La Grand Messe, style la manif. anti Front de 2002. Pipoles attitrés en tête, suivis des délégations du Boboland, plus la Plèbe docile et la piétaille électorale conviées à la figuration. Bon, cette manif. ne s'est pas produite en fait. Mais l'idée était dans l'air.
Et c'est bien ce qui se produira quand, après les attentats meurtriers de 2015, le gouvernement s'appropria l'immense sursaut du 11 janvier, en en prenant la tête du cortège, avec une belle brochette internationale de défenseurs patentés de la liberté de la presse.
Union nationale ! Union nationale !
Dorénavant, plus que jamais, les mots « républicain » et « citoyen » vont être mis à toutes les

sauces.
Mais curieusement en l'occurrence, de « fascisme » on ne parle pas.
Relisez les propos du président Hollande et de son premier ministre manuel Valls. Il est question de dire non à la barbarie, à l'intolérance, à l'antisémitisme, au racisme. Mais pas question parler de « fascisme vert », pas question de froisser les susceptibilités de ceux qui se retrouvent avec les prédicateurs se plaçant au-dessus de la loi républicaine, avec les adventistes d'une idéologie religieuse totalitaire. Élections obligent, et surtout élections locales [3] sur la conquête de Trappes …
Et tout en surfant sur l'émotion, notre équipe Hollande-Valles et déjà Macron ne rataient pas une occasion d'agiter l'épouvantail FN en voie ultra rapide de « dédiabolisation ».
Le Président, son gouvernement, et une bonne partie des dirigeants socialistes, en reniant leurs promesses, ne manquaient quand même pas d'air, d'appeler à la vigilance républicaine ceux qu'ils avaient démobilisés, découragés, exaspérés… Merci Madame El Khomri…
Sorti de sa boite par le ressort la Finance, notre actuel Président n'a pu que bénir notre Constitution qui lui permettait de se retrouver seul au second tour devant le Grand Satan, ou plutôt la Grande Diablesse.
Las, il n'a pas pu égaler Chirac dans l'adhésion, beaucoup se sont abstenus, beaucoup ont voté blanc, mais il y a eu suffisamment de citoyens troublés pour lui donner une majorité.
On connaît la suite. On ne change pas de politique, on reste droit dans ses bottes, bref on continue à nourrir l'immense désillusion et la sourde colère qui portent l'ascension du FN. Pardon, du RN.
Mais que le RN ne s'y trompe pas, nous dit-on : le péril est certes dans la demeure, mais la riposte unitaire citoyenne, et républicaine (électorale bien sûr), interviendra à son heure, dans un invincible déferlement, comme en 2017.
Mais les temps ont changé, et bien des citoyens décillés savent qu'au second tour risquent de se retrouver côte à côte deux complices, deux vrais populistes au sens de « le Peuple c'est moi », deux autoritaristes, deux camarillas arrogantes et cyniques – l'une accrochée au pouvoir, l'autre en passe de le prendre - deux massacreurs d'avenir…
Et pendant ce temps, le nouveau fascisme fait son chemin dans nos milieux populaires de « la différence », comme on dit. Mais bien peu nombreux sont ceux qui osent le qualifier ainsi, même s'ils le pensent, sans parler des irresponsables qui ont cru nécessaire de participer avec lui à une douteuse manifestation contre l'islamophobie. Comme si c'était être islamophobe que d'être tout simplement laïque et républicains…

Je ne lis pas dans le marc de café, mais J'ose espérer que, comme en 1934, si un jour vient la nécessaire riposte, elle ne sera pas défense d'une république livrée au MEDEF et aux pires cléricaux par ceux-là même qui devraient la défendre. Elle ne pourra que porter l'espérance renouvelée de la République démocratique et sociale, inscrite d'ailleurs dans notre Constitution.
Mais… car il y a toujours un « mais », quels seront les supports sociaux, quels seront les supports politiques nouveaux de cette espérance ? Quelles garanties pouvons-nous espérer contre les retours, parfois inattendus, de la *combinazione* ? Quelles désillusions nous guettent ?

René MERLE

Notes

[1] Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852.

[2] Sur lequel j'aurais beaucoup à dire, mais ce n'est pas le propos aujourd'hui, sinon pour rappeler qu'après les conquêtes sociales de 1936, puis la grande désillusion de 1938, les ligues factieuses et la droite classique virent leur osmose triompher dans le pétainisme, instaurateur de « l'État français » de sinistre mémoire

[3] Parmi une foule de lectures salutaires à ce propos, on peut citer la très révélatrice enquête de Raphaëlle Bacqué et Arian Chemin, *La Communauté*, Albin Michel, 2018.